

**Actualités relatives au Covid-19 dans la zone Brésil - Secteurs agricole, agroalimentaire et pêche****Résumé des nouveautés :**

**Argentine : des flexibilisations dans les délais d'agrément et procédures administratives sont progressivement déployées, notamment pour faciliter les exportations.**

**Brésil : l'assouplissement des mesures d'isolement social est en préparation dans un contexte de tensions au sein du gouvernement et entre le président de la République et les gouverneurs des Etats.**

**Chili : la préparation des mesures de déconfinement met un peu plus de temps que prévu. Le carnet COVID qui était annoncé n'est pas encore déployé.**

Les actualisations par rapport à la dernière note sont **surlignées en jaune**.

**BRESIL**

## Contexte général

Au **24 avril**, **49 492 cas de Covid-19** sont recensés et **3 313** morts. L'Etat de calamité publique a été mis en place au niveau fédéral. Des restrictions de déplacement ne sont pas en place au niveau fédéral. Les Etats fédérés ou municipalités ont mis en place des mesures diverses (arrêt de certaines liaisons inter-Etats, fermeture de magasins, interdiction des rassemblements, etc...)

Il est à noter des **dissensions publiques entre les gouverneurs des Etats fédérés et le Président J. Bolsonaro sur les mesures de gestion de l'épidémie, ainsi qu'au sein même du gouvernement.**

Au 22 avril, la 24<sup>ème</sup> demande de  **destitution de Jair Bolsonaro** a été déposée devant le Congrès par le **Parti des Travailleurs**. Une **demande d'éviction** est en cours d'instruction à son endroit pour crime de propagation de la maladie et abstention d'information. Le 5 avril, l'Association brésilienne des juristes pour la démocratie a porté plainte contre J. Bolsonaro auprès de la **Cour pénale internationale** pour crime contre l'humanité. Elle avance une mise en danger les Brésiliens par des actions concrètes permettant la prolifération du virus.

Dans le cadre d'une plainte de l'ordre des avocats du Brésil auprès de la Cour suprême, cette dernière instruit une demande d'obliger le président de la République à suivre les orientations de l'OMS.

A la suite du limogeage du ministre de la santé, le nouveau ministre, Nelson Teich, a annoncé le 22 avril qu'une nouvelle recommandation aux Etats et municipalités, visant à assouplir les mesures d'isolement social et à les adapter à chaque réalité locale sera finalisée d'ici une semaine.

## Restrictions aux frontières pour les personnes

Les frontières terrestres et aériennes sont fermées pour tous les étrangers non-résidents. Cette disposition ne s'applique pas dans le cas de transport de marchandises. Pour tout complément, consulter la [foire aux questions](#) de l'ambassade de France au Brésil.

## Circulation des marchandises

Aucune restriction spécifique prise par les autorités brésiliennes tant à l'importation au Brésil qu'à l'exportation depuis le Brésil. Aucune difficulté logistique spécifique signalée à l'exception de quelques ralentissements, mais qui ne nuisent pas à la poursuite des échanges agricoles.

L'autorité sanitaire a confirmé la possibilité de recevoir des copies numérisées des certificats sanitaires lorsque l'exemplaire original papier ne peut pas être fourni au moment de l'inspection de la marchandise. Ces certificats sont à adresser à l'adresse suivante : [SPS.BSB-SER@dgtresor.gov.br](mailto:SPS.BSB-SER@dgtresor.gov.br)

Les ministres de l'agriculture du Conseil de l'agriculture et de l'élevage du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay, Pérou) ont défini des recommandations sanitaires destinées aux transports de marchandises pour maintenir les échanges. Ils ont également mis en place une déclaration conjointe de leurs stocks d'aliments afin de mettre en place une entraide en cas de nécessité.

## Problématiques spécifiques à certaines filières agricoles

Les secteurs du **sucre et de l'éthanol** sont dans une situation compliquée avec une forte chute de la demande et une baisse des cours du pétrole. Le risque est que les usines n'achètent plus la canne aux

producteurs en raison de l'absence d'achat des productions par les distributeurs. L'entreprise Tereos sucre et énergie Brésil met en place une augmentation du ratio de production de sucre et une organisation dédiée à l'augmentation des exportations, avec l'objectif de les augmenter à 58-60% de la production, contre 50% en 2019.

**Les secteurs des plantes ornementales et du caoutchouc naturel sont en difficulté** en raison d'une chute drastique de la demande, d'environ 90%.

Le secteur de la **pêche** prévoit une baisse de son chiffre d'affaires de 50% au mois d'avril. Les producteurs de **crevettes d'élevage** souffrent également de la réduction de la demande (-80%) et sont à la recherche de nouveaux marchés d'exportation.

La filière s'organise pour diminuer la production de **poulet de chair** à compter du mois de mai, afin de s'adapter à la baisse de la demande.

#### Mesures transversales de soutien à l'économie

---

Les autorités fédérales ont multiplié depuis le 16 mars les annonces de façon dispersée. Le premier bilan établi le 31 mars par le ministre de l'économie, évoque une mobilisation de ressources budgétaires de 135 Mds € (soit environ 10% du PIB). Les mesures sont les suivantes :

- paiement anticipé de certaines prestations sociales, abondement du FGTS, auquel cotisent les entreprises pour mutualiser une assurance chômage, ainsi que du programme *Bolsa Família* ;
- délais et exemptions temporaires dans le paiement de certaines cotisations et engagements des entreprises. Ce volet vise à soutenir l'emploi ;
- aide d'urgence d'environ 105 €, pendant trois mois, aux travailleurs indépendants, informels et les intermittents inactifs en raison du manque de demande. Sont éligibles les personnes gagnant moins de la moitié d'un salaire minimum (salaire minimum environ 180€/mois) et ne recevant pas d'autre aide sociale que la *Bolsa Família*. La limite est de deux bénéficiaires par foyer. Cette mesure vise à maintenir les revenus de 54 millions de travailleurs du secteur informel, qui représentent plus de 40% des salariés. Cette aide sera versée à plus de 9,4 millions de personnes d'ici la fin de cette semaine.

En complément de ces mesures, d'autres organismes ont annoncé des mesures de soutien :

- le Conseil Monétaire National (CMN) a adapté ses règles pour limiter les cessations d'activité par manque de financement et pour relancer le crédit ;
- la Banque centrale (BCB) *via* de l'assouplissement des conditions de liquidité pour les banques, à hauteur de 17% du PIB ;
- la banque nationale du développement économique et social (BNDES) *via* des lignes de crédits pour renforcer la trésorerie des entreprises et soutenir l'emploi (11 Mds € soit 0,76% du PIB) ;
- une intervention mixte de la BCB, BNDES et Trésor, en ligne de crédit, permettant aux PME de payer les salaires de leurs employés, sous condition de ne pas les licencier. La limite de paiement s'élève à deux salaires minimums par salarié (370 €), ce qui est légèrement inférieur au revenu réel moyen au Brésil (430€). Cette ligne de crédit devrait durer deux mois.

L'agence de promotion à l'exportation a lancé une série [d'outils disponibles en ligne](#) pour le suivi des impacts et opportunités pour le Brésil du Covid-19 dans les échanges internationaux. 101 pays prioritaires font l'objet d'un suivi détaillé par code NCM. Pour le commerce avec la Chine les données sont détaillées par province.

#### Mesures spécifiques de soutien au secteur agricole et agroalimentaire

---

Par arrêté n°116 du 26 mars, la ministre chargée de l'agriculture a rappelé que **l'agriculture, l'agroalimentaire et la pêche sont des activités essentielles ainsi que leurs activités connexes** (restaurants routiers, garages, etc...). Elle a également indiqué le 2 avril dans une interview qu'aucun problème d'approvisionnement alimentaire n'était à déplorer à ce jour.

Au plan économique, la Banque centrale du Brésil a annoncé le 23 mars la mise en place de **lignes de crédits bancaires pour l'agronoço** afin d'assouplir les conditions de liquidité du secteur.

Les laboratoires de l'**ANVISA** chargés de la sécurité sanitaire de l'agriculture et de l'alimentation seront mobilisés, dès que les réactifs auront été livrés, pour réaliser des **tests de détection du Covid-19** (laboratoires du Minas Gerais, Pernambuco, Rio Grande do Sul e São Paulo). Dans un second temps, les laboratoires de l'EMBRAPA pourront être mobilisés.

**Un comité de crise pour le suivi des impacts du Covid-19** au Brésil a été mis en place le 31 mars par le **MAPA**. Il effectuera le suivi des marchés agricoles et approvisionnements, et proposera des actions pour s'assurer du bon approvisionnement en aliments durant l'épidémie.

Le **MAPA** a diffusé le 1<sup>er</sup> avril une **liste des mesures de prévention de la contamination** contre le Covid-19 à l'attention des professionnels des secteurs agricole, agroalimentaire et pêche.

Le **Conseil monétaire national** a publié le 9 avril la résolution 4.801 qui **proroge les échéances de prêts du crédit rural jusqu'au 15 août**. Les échéances ouvertes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 14 août sont concernées. Les taux initialement négociés restent inchangés. De plus, cette résolution prévoit une aide pour des crédits consentis par des coopératives et agro-industries pour le **stockage** de produits achetés aux agriculteurs dans le respect de la politique des prix minimums garantis. Enfin, elle prévoit des lignes de crédit transitoires pour les **petites et moyennes structures** agricoles (programmes Pronaf et Pronamp).

Le **ministère de l'économie a prorogé** aux mois de juillet et septembre les échéances de paiement au FUNRURAL initialement prévues en mars et avril pour les producteurs ruraux et entreprises (arrêté 150/2020).

Une loi a été publiée le 8 avril pour autoriser durant la période de fermeture des écoles, la **distribution des aliments du programme d'alimentation scolaire** aux familles des écoliers.

#### Mesures spécifiques de soutien au secteur de la pêche

Par arrêté n°116 du 26 mars, la ministre chargée de l'agriculture a rappelé que **l'agriculture, l'agroalimentaire et la pêche sont des activités essentielles ainsi que leurs activités connexes** (restaurants routiers, garages, etc...). Elle a également indiqué le 2 avril dans une interview qu'aucun problème d'approvisionnement alimentaire n'était à déplorer à ce jour.

Le MAPA a diffusé le 1<sup>er</sup> avril une **liste des mesures de prévention de la contamination** contre le Covid-19 à l'attention des professionnels des secteurs agricole, agroalimentaire et pêche.

#### Mesures spécifiques de soutien aux fournitures de l'industrie agroalimentaire

Aucune mesure spécifique annoncée.

#### Mesures de gestion de la main-d'œuvre

Les entreprises sont autorisées à réduire le temps de travail ainsi que des salaires de leurs employés pendant la crise. 2,4 millions de Brésiliens sont déjà concernés par ces mesures.

#### Impacts et perspectives

Dans un rapport publié le 12 avril, la Banque mondiale prévoit une contraction de 5 % du PIB brésilien en 2020 et de 4,6 % en Amérique latine. Les prévisions du PIB brésilien en 2021 et 2022 sont de 1,5% et 2,3%, respectivement. De plus, la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) prévoit que la pandémie provoquera la plus grande crise économique et sociale de l'histoire de l'Amérique Latine. La CEPAL prévoit une baisse de 5,3% du PIB de la région cette année, en plus d'une aggravation significative du chômage et de la pauvreté.

La Banque mondiale estime que si le gouvernement n'est pas en mesure d'étendre efficacement ses programmes sociaux, ni d'aider les entreprises à maintenir leurs emplois, la croissance de l'extrême pauvreté atteindra 60% en 2020. Alors 15 millions de Brésiliens vivraient avec moins de 1,90 dollar US par jour. Le taux d'extrême pauvreté de la population brésilienne passerait à 7% contre 4,4% en 2019 et le taux de pauvreté (moins de 5,5 dollar US par jour), à 22,3% contre 19,5% en 2019.

L'Institut de Recherche Économique Appliquée (Ipea) travaille sur la proposition d'un « Plan Marshall » visant à reconstruire l'économie brésilienne après la fin de la crise. Il serait articulé autour des axes suivants :

- mise en place de crédits pour relancer l'activité productive et l'exportation ;
- investissements dans les infrastructures sous forme de partenariats publics-privés rénovés ;
- renforcer les programmes sociaux avec une attention particulière aux politiques de l'emploi.

## ARGENTINE

#### Contexte général

Au **24 avril**, **3 423 cas confirmés** et **166** décès, majoritairement dans la province de Buenos Aires. Le nombre de cas est largement sous-estimé en raison de la déficience de l'organisation des tests.

Le **confinement est obligatoire sur l'ensemble du territoire au moins jusqu'au 26 avril** avec proclamation de l'état d'urgence sanitaire. Un déconfinement géographique local sera évalué au cas par cas par une commission ad hoc et des activités économiques pourront reprendre graduellement. Port du masque obligatoire dans les transports.

Restrictions aux frontières pour les personnes

---

**Les frontières sont fermées**, sauf pour les Argentins et les résidents. La circulation à l'intérieur du pays est interdite, sauf autorisation particulière. Les vols intérieurs sont suspendus **sauf quelques exceptions nouvelles et ponctuelles au départ d'Ushuaia et Rio Gallegos pour Buenos Aires.**

Pour tout complément, voir la [foire aux questions](#) de l'ambassade de France en Argentine et la [fiche de conseil aux voyageurs](#). Les autorités argentines ont également mis en place des [numéros d'appel](#).

Circulation des marchandises

---

Absence de contrôle spécifique à l'encontre des importations ou exportations de marchandises. Aucune difficulté logistique majeure signalée, mais des ralentissements ont été constatés.

L'autorité sanitaire a confirmé la possibilité de recevoir des copies numérisées des certificats vétérinaires lorsque l'exemplaire original papier ne peut pas être fourni au moment de l'inspection de la marchandise. Les certificats sont à adresser à l'adresse suivante : [SPS.BSB-SER@dgtresor.gouv.fr](mailto:SPS.BSB-SER@dgtresor.gouv.fr). Cette tolérance est octroyée à ce stade uniquement pour les certificats vétérinaires. Pour les certificats phytosanitaires, une réponse de la Commission européenne est attendue.

Les ministres de l'agriculture du Conseil de l'agriculture et de l'élevage du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay, Pérou) ont défini des recommandations sanitaires destinées aux transports de marchandises pour maintenir les échanges. Ils ont également mis en place une déclaration conjointe de leurs stocks d'aliments afin de mettre en place une entraide en cas de nécessité.

Problématiques spécifiques à certaines filières agricoles

---

Aucune problématique spécifique signalée à ce jour.

Mesures transversales de soutien à l'économie

---

*Pas de nouveautés.*

Mesures spécifiques de soutien au secteur agricole et agroalimentaire

---

Certaines mesures économiques concernent notamment le secteur de l'alimentation (contrôle des prix, soutien à la consommation). Le secteur agricole et agroalimentaire est exempté de l'obligation de confinement.

Prolongation jusqu'au 31 juillet 2020 des habilitations sanitaires des établissements produisant des aliments pour animaux ; **les marchés de gros, opérateurs commerciaux, opérateurs logistiques centres de cueillette de stockage, d'emballage de fruits et légumes et activités de nettoyages qui y sont liées ; le transport des produits d'origine animale.** Sont également prolongées jusqu'au 31 juillet prochain les **habilitations et enregistrements des centres de traitement de quarantaine au bromure de méthyle, les traitements de quarantaine à froid, l'application du traitement aux emballages en bois (CATEM), aux usines d'emballage en bois (FEM) et aux hangars d'emballage de tubercules andins.**

**Prorogation de l'habilitation sanitaire de transport des animaux vivants de un an à 18 mois.**

**Des flexibilisations dans les règles applicables aux transports d'animaux vivants ont été mises en place depuis le 21 avril. Reste interdit le transport conjoint de denrées et d'animaux vivants.**

L'INTA avec son réseau de laboratoires appuie l'Institut Malbrán dans la réalisation de tests de détection du COVID-19.

Mesures spécifiques de soutien au secteur de la pêche

---

Certaines mesures économiques concernant notamment le secteur de la pêche (contrôle des prix, soutien à la consommation). Le secteur de la pêche est exempté de l'obligation de confinement.

Mesures spécifiques de soutien aux fournitures de l'industrie agroalimentaire

---

**Le recours aux échanges dématérialisés est développé par le ministère chargé de l'agriculture et ses services, notamment pour faciliter les exportations.**

## Mesures de gestion de la main-d'œuvre

---

Aucune mesure spécifique de type prêt de personnel, formations, etc...

## Impacts et perspectives

---

L'Argentine était déjà très vulnérable du point de vue économique et financier avant la crise sanitaire (troisième année consécutive de récession, dette publique insoutenable, marchés financiers fermés), elle est particulièrement affectée par le Covid-19. En moyenne, les experts prévoient une récession de près de 5%. Le confinement massif et les mesures budgétaires d'urgence compliquent la restructuration de la dette publique externe et renforcent la probabilité d'un défaut. Les trois principales agences de notation ont dégradé la notation souveraine argentine, désormais à un cran seulement de la catégorie « défaut ». Le risque pays argentin a doublé au cours du mois de mars jusqu'à un pic de 4362 points, avant de redescendre sous la barre des 4000. Le ministère des finances a décrété, le 6 avril, un report à 2021 de la dette en dollars émise sous juridiction argentine (8,3 Mds USD).

## CHILI

### Contexte général

---

Au 23 avril 2020, 11 812 cas sont confirmés. Les régions les plus touchées sont situées dans la moitié sud du pays. 168 décès sont à déplorer. Selon les informations du ministre de la santé le pic épidémique devrait être atteint entre fin avril et début mai.

Le Président Piñera a décrété l'état d'exception constitutionnelle de « catastrophe » dans le pays jusqu'au 18 juin. Le gouvernement chilien encourage l'auto-confinement ciblé et a mis en place des restrictions de circulation et de réunion de portée nationale. Les mesures de confinement sont locales (7 communes de Santiago confinées depuis le jeudi 26 soir pour 7 jours renouvelables).

Le 17 avril, une circulaire a annoncé un retour progressif au travail présentiel pour les fonctionnaires, hormis ceux de groupes à risque. Un « carnet COVID » (passeport d'immunité) et des tests sérologiques seraient prochainement mis en place.

### Restrictions aux frontières pour les personnes

---

**Toutes les frontières** terrestres, maritimes et aériennes sont fermées aux étrangers non-résidents, y compris ceux en transit. A l'entrée au Chili, toute personne sera mise en quarantaine pour une période de 14 jours, quel que soit son pays d'origine et son statut.

Pour tout complément, consulter la [foire aux questions](#) de l'ambassade de France au Chili et la [fiche de conseil aux voyageurs](#).

### Circulation des marchandises

---

**Aucune restriction spécifique** n'a été prise par les autorités chiliennes à l'encontre des importations ou exportations de marchandises. Les autorités sanitaires ont officiellement **accepté la transmission de certificats sanitaires numérisés pour l'importation de produits animaux ou de végétaux au Chili** en cas d'impossibilité de transmettre l'original en version papier. Ces certificats devront être transmis par e-mail à l'adresse suivante : [SPS.BSB-SER@dgtresor.gouv.fr](mailto:SPS.BSB-SER@dgtresor.gouv.fr).

Concernant les certificats d'origine, la résolution n°1179 des douanes chiliennes autorise la fourniture de copies de tous les autres documents requis pour l'importation de marchandises, sous réserve que l'original soit présenté dans un délai de 30 jours après l'importation.

Aucune difficulté logistique spécifique signalée. La **fermeture des frontières chiliennes depuis le 18 mars pour les étrangers non-résidents ne concerne pas les flux commerciaux**.

Les ministres de l'agriculture du Conseil de l'agriculture et de l'élevage du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay, Pérou) ont défini des recommandations sanitaires destinées aux transports de marchandises pour maintenir les échanges. Ils ont également mis en place une déclaration conjointe de leurs stocks d'aliments afin de mettre en place une entraide en cas de nécessité.

### Problématiques spécifiques à certaines filières agricoles

---

La discussion qui a eu lieu sur l'augmentation du prix du pain a conduit à une augmentation moyenne de 2,2% sur le mois de mars.

Face à la forte réduction de la demande en saumon, plusieurs entreprises ferment des sites de production et réduisent leurs capacités de 50%.

#### Mesures transversales de soutien à l'économie

---

*Pas de nouveautés.*

#### Mesures spécifiques de soutien au secteur agricole et agroalimentaire

---

Le ministère de l'agriculture a mis en place une prorogation des échéanciers de paiements pour les prêts consentis auprès de l'INDAP (principalement des petits agriculteurs), pour une durée de 90 jours.

Mise en place le 25 mars d'un protocole de mesures d'hygiène spécifique à la protection contre le Covid-19, destiné aux consommateurs et exposants dans les marchés alimentaires.

Le Ministre chargé de l'agriculture s'est réuni avec l'association des banques et institutions financières, notamment pour faire le point sur la poursuite du financement des travaux d'adduction d'eau pour l'agriculture, une de ses priorités. A l'issue de cette réunion, le président de *Corfo* (corporation pour l'appui à la production) a indiqué que l'institution publique possédait plusieurs outils pour répondre aux besoins des entreprises agricoles (garanties pour l'investissement et pour l'emploi (FOGAIN), garanties pour le commerce extérieur (COBEX). La couverture par le FOGAIN aurait cru de 450 M€ à 630 M€ depuis la pandémie. De plus des crédits peuvent être octroyés par l'institution pour environ 1,1 Md€.

#### Mesures spécifiques de soutien au secteur de la pêche

---

Certaines régions ont développé les échanges par la voie électronique pour éviter les regroupements de personnes. Les directions des pêches ont transmis aux patrons-pêcheurs des instructions pour la bonne désinfection de leurs embarcations ainsi que des recommandations de vaccination contre la grippe saisonnière pour les personnes âgées de plus de 60 ans.

#### Mesures spécifiques de soutien aux fournitures de l'industrie agroalimentaire

---

Aucune mesure spécifique annoncée.

#### Mesures de gestion de la main-d'œuvre

---

Aucune mesure spécifique de type prêt de personnel, formations, etc...